
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Evolutions Scientifiques de l'assimilation de données dans les Systèmes de Production du MFC GLO-HR

Marché
Procédure prévue à l'article 67 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.
Appel d'offre ouvert

Date et heure limite de réception des offres :

14/10/2016 à 12h00 heures

Aucune offre ne sera recevable après la date et heure indiquées ci-dessus.
Chaque candidat est responsable du délai d'acheminement des plis,
par voie postale ou par coursier.

Le présent document décrit le déroulement de la procédure
et explique au candidat comment il doit y répondre. **A lire attentivement.**

1. PRESENTATION DE LA CONSULTATION

Un accord de délégation¹ a été signé entre la Commission européenne et Mercator Océan pour la mise en place du service européen de surveillance des océans, le « Copernicus Marine Environment Monitoring Service » (CMEMS). Le CMEMS fournit des informations de référence régulières et systématiques sur l'état physique et la dynamique des écosystèmes océaniques et marins de l'océan mondial et des mers régionales européennes. La capacité de ce service englobe la description de la situation actuelle (analyse), la prédiction de la situation sur des échéances de quelques jours (prévision) et la mise à disposition de données rétrospectives cohérentes pour les dernières années (ré-analyse).

Le CMEMS fournit une réponse durable aux besoins des utilisateurs européens, offrant des avantages dans les quatre domaines suivants : (i) la sécurité maritime, (ii) les ressources marines, (iii) l'environnement marin et côtier, (iv) les prévisions météorologiques et saisonnières et le climat. L'un des principaux objectifs du CMEMS est de fournir et maintenir un service européen compétitif et conforme à l'état de l'art pour répondre aux besoins des utilisateurs intermédiaires, tant privés que publics, et faire ainsi participer explicitement et ouvertement ces utilisateurs à la définition du service attendu.

L'architecture du CMEMS comprend des centres de production, avec les *Thematic Assembly Centres* (TAC) pour les observations et des *Monitoring and Forecasting Centres* (MFC) pour la modélisation/l'assimilation, ainsi que le système d'information central (CIS) :

- **Quatre TACs**, dont trois TAC « spatiaux » organisés par variable océanique (topographie de la surface de l'océan, couleur de l'océan et température de surface de l'océan avec glace de mer et vents) et un TAC pour les observations in situ. Les TACs collectent les données d'observation et génèrent des produits plus complexes (par ex. des produits multi-capteur) à partir de ces observations. Les TACs reçoivent leurs données des opérateurs des infrastructures d'observation in situ et spatiale.
- **Sept MFCs**, répartis en fonction des zones géographiques marines (à savoir Océan Global, Océan Arctique, Mer Baltique, Plateau Atlantique Nord-Ouest, Zone Ibérique-Gascogne-Irlande de l'Atlantique Nord, Mer Méditerranée et Mer Noire), et générant des produits - basés sur des modèles - qui fournissent des ré-analyses, analyses et prévisions des caractéristiques physiques et biogéochimiques de l'océan.
- **Un système d'information central (CIS)**, qui englobe l'organisation et la gestion des données du CMEMS, ainsi qu'une interface utilisateur unique.

Le système GLO-HR

Le Global Monitoring and Forecasting Center (GLO MFC) intègre plusieurs composantes illustrées sur la Figure 1. La composante GLO-OBS gère l'interface avec les centres de distribution des observations et délivre un produit global basé uniquement sur des observations. La composante GLO-RAN gère les ré-analyses globales physique et biogéochimique qui sont diffusées par le GLO

¹ Voir : http://www.copernicus.eu/sites/default/files/library/CMEM_TechnicalAnnex_PUBLIC.docx.pdf

MFC. La composante GLO-CPL fournit des prévisions physiques à partir d'un système couplé océan atmosphère. Enfin, la composante GLO-HR délivre les prévisions physique et biogéochimique haute résolution dans le GLO MFC. Le système actuel est composé d'un système physique et d'un système biogéochimique. Le système physique global à haute résolution est basé sur le modèle NEMO dans une configuration au 1/12°, assimilant les données d'élévation du niveau de la mer, de température de surface de la mer et les profils verticaux de température et de salinité. Il fournit quotidiennement des prévisions à 7 jours. Le système biogéochimique global est basé sur le modèle PISCES au ¼°, il est forcé par un système physique au ¼° assimilant les mêmes données que le système au 1/12° et il fournit chaque semaine une prévision à 7 jours. Les évolutions à court terme pour ce système concernent principalement l'assimilation de données, en intégrant dans le Système d'Assimilation de Mercator (SAM2 filtre SEEK de rang réduit) de nouvelles observations comme la glace de mer et la chlorophylle de surface, de nouveaux réglages pour les erreurs d'observations ou pour les équivalents modèles.

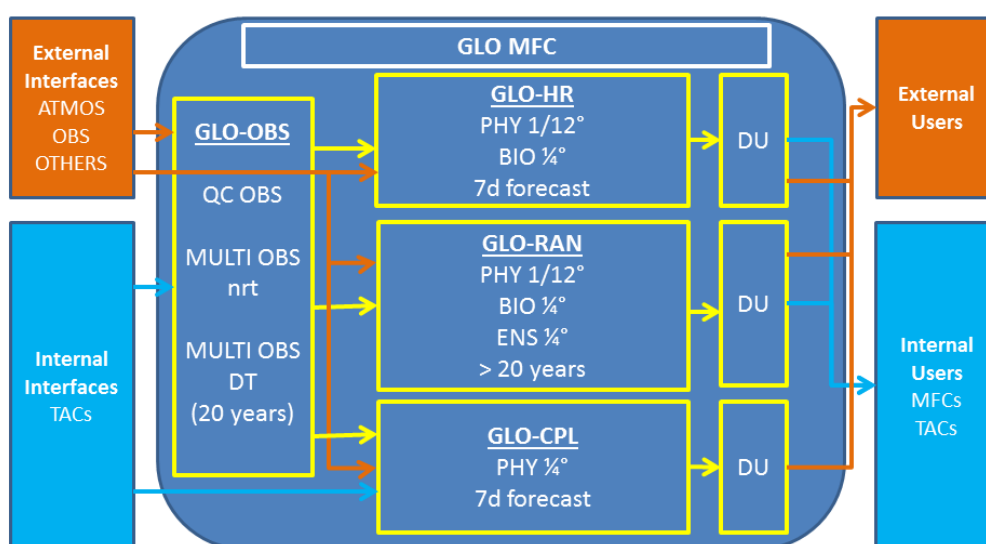


Figure 1 : Composantes principales du GLO MFC

DEFINITIONS ET ACRONYMES

CMEMS	Copernicus Marine Environment Monitoring Service	« Marine Service de Copernicus » est le nom abrégé du service Copernicus dédié à la surveillance de l'environnement marin. Le service pilote est également appelé « MyOcean ».
GLO MFC	Global Monitoring and Forecasting Centre	Le Global MFC est l'un des 11 centres de production du Marine Service de Copernicus.
GLO-CPL	Coupled component of the GLO MFC	Composante couplée ocean atmosphere du Global Monitoring and Forecasting Centre
GLO-OBS	Multi observations component of the GLO MFC	Composante Multi observations du Global Monitoring and Forecasting Centre
GLO-RAN	Global physical Reanalysis component of the GLO MFC	Composante ré-analyses physiques globales du GLO MFC
GLO-HR	Global haute résolution	Composante haute résolution dans le GLO MFC
LIM	Louvain-la-Neuve sea Ice Model	LIM2 version 2 and LIM3 version of the Sea Ice Model currently used in the global configuration of the GLO-HR http://www.nemo-ocean.eu/content/download/21473/97362/file/Vancoppenolle_LIM3_book_NPM31_2012.pdf
MFC	Monitoring and Forecasting Centre	Un MFC est l'un des deux types possibles de centres de production, l'autre étant un TAC. Les MFC fournissent une description tridimensionnelle de l'état des océans et se basent sur des techniques de modélisation et d'assimilation. Le Marine Service de Copernicus définit 7 MFC différents, répartis selon 7 zones géographiques marines.
NEMO	Nucleus for European Modelling of the Ocean	NEMO (Nucleus for European Modelling of the Ocean) est une plateforme de modélisation conforme à l'état de l'art pour la recherche océanographique, l'océanographie opérationnelle, les prévisions saisonnières et les études climatiques. http://www.nemo-ocean.eu/
PISCES	PISCES	Modèle biogéochimique pour les études du carbone et des écosystèmes marins. http://www.nemo-ocean.eu/content/download/164385/669545/file/eq_pisces.pdf

1. PRESENTATION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

L'objet de la consultation est de faire évoluer le système global haute résolution actuellement opérés dans le cadre de CMEMS pour le MFC GLO spécifiquement sur la thématique de l'assimilation de données.

A ce titre, le candidat s'engage à :

- fournir son expertise en apportant un soutien aux opérations R&D de pointe
- établir des rapports d'avancement trimestriels
- présenter ses travaux lors des réunions prévues au CCTP
- fournir les rapports prévus dans le CCTP

Les activités qui seront réalisées dans le cadre de cette consultation devront être coordonnées avec Mercator Océan qui développe et opère le système global haute résolution afin d'assurer le transfert des développements et de bénéficier dans le système GLO-HR des évolutions scientifiques développées et validées.

1.2. Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue à l'article 67 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032295952&fastPos=1&fastReqId=2017150570&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte>.

1.3. Allotissement

La présente consultation est allotie en 2 lots :

- Lot n°1 : Marché portant sur l'assimilation de données océaniques biogéochimiques à l'échelle globale : proposer une méthode, compatible avec le système d'assimilation de données actuellement utilisé dans le GLO-HR, permettant d'assimiler les données satellites (chlorophylle et couleur de l'eau) et in situ (chlorophylle et nutriments) dans un modèle de biogéochimie global,
- Lot n°2 : Marché portant sur la séparation des échelles dans l'assimilation de données océaniques à l'échelle globale : faire évoluer le système d'assimilation de données à différentes échelles spatiale et temporelle également compatible avec le système d'assimilation de données actuellement utilisé dans le GLO-HR.

Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

1.4. Forme du Marché

Le marché est un marché simple.

1.5. Durée du Marché

Le Marché est conclu pour une durée totale de 24 mois à compter de la date de notification.

1.6. Langue du Marché

La langue de passation du marché est le Français conformément à l'article 5 de la loi n 94-665 du 4 août 1994.

Toutefois les candidats sont autorisés à déposer leur dossier de candidature et d'offre en anglais sous réserve qu'il produise en cas d'attribution du marché, sous un délai d'un mois une traduction de l'offre en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La langue d'exécution du Marché est l'anglais. Toutefois, la société MERCATOR OCEAN se réserve la possibilité d'exiger à tout moment, en cas de différend, une traduction en français des documents d'exécution du marché (compte-rendu, livrables, courriers ...), certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

1.7. Lieu d'exécution du Marché

Le lieu d'exécution du Marché est situé pour partie au siège de MERCATOR OCEAN et pour partie au siège du titulaire.

Il est en outre spécifié que des réunions de travail pourront être organisées dans les différents pays du continent européen.

1.8. Montant du marché

L'enveloppe maximale du marché est de :

- 200 000 euros pour le lot 1,
- 200 000 euros pour le lot 2

1.9. Modalités de financement et de paiement

Le pouvoir adjudicateur financera le présent marché à partir de fonds européens (règlement n° 377/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 3 avril 2014 établissant le programme Copernicus et abrogeant le règlement (UE) n° 911-2010 et plus particulièrement l'article 8).

Les prestations, objet du marché, feront l'objet d'un règlement dans les conditions fixées dans le CCAP sur présentation d'une facture et donneront lieu à règlement trimestriel, par virement, sous un délai de 30 jours maximum courant à compter de réception de la facture.

1.10. Monnaie du marché

Les candidats sont informés que la société MERCATOR OCEAN conclura le marché en Euros.

1.11. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

1.12. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.13. Options

Le recours aux marchés négociés de services pour la réalisation de prestations similaires au marché est prévu conformément à l'article 30 I 7 °du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 10 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est disponible au téléchargement sous forme numérique sur le site de Mercator Océan à l'URL suivante : <http://www.mercator-ocean.fr/mercator-ocean/appels-doffres/appel-doffres-36-glo-hr-assim/>

Le dossier de consultation (DCE) se compose des pièces suivantes :

1. Règlement de la consultation
2. Guide réponse proposition technique
3. Acte d'engagement
4. Lettre de candidature du candidat individuel
5. Lettre de candidature du co-traitant (candidat se présentant en groupement)
6. Déclaration des capacités du candidat
7. Déclaration de sous-traitance
8. Déclaration des capacités du sous-traitant
9. Bordereau de prix
10. Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
11. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
12. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).
13. Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

3. MODALITES DE REMISE DES PLIS

3.1. Conditions de remise des plis

- Chaque soumissionnaire devra présenter une offre complète en langue française ou anglaise sous réserve que le candidat produise en cas d'attribution du marché, sous un délai d'un mois, une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les pièces accompagnant l'offre suivent le même régime;
- Les candidats devront fournir un dossier complet comprenant l'ensemble des documents énoncés à l'article 3.4 et dans les conditions de forme de ce même article.

3.2. Sous-traitance et groupements

3.2.1. Sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations, objet du marché à conclure dans le cadre de la présente consultation, sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Chaque sous-traitant, ainsi que ses modalités de paiement, devra être accepté par Mercator Océan dans les conditions énoncées à l'article 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Dans le cas où ils entendent justifier de leur capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le présent marché auquel ils candidatent par celles d'un ou plusieurs sous-traitants, les candidats présentent leur dossier de candidature dans les conditions définies à l'article 3.4.1 du présent Règlement de la consultation.

Dans le cas où ils ne jugent pas nécessaire de se prévaloir de la capacité financière, technique ou professionnelle d'un ou plusieurs sous-traitants mais envisagent, à la remise de l'offre, de sous-traiter les prestations objet du présent marché auquel il est candidaté, les candidats présentent leur dossier d'offre dans les conditions définies à l'article 3.4.2. du présent Règlement de la consultation.

3.2.2. Groupements momentanés d'opérateurs économiques

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous la forme d'un groupement momentané d'opérateurs économiques, dans les conditions fixées à l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du présent marché.

Les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire. En cas d'attribution du marché à un groupement ayant présenté sa candidature et son offre sous la forme d'un groupement conjoint, la transformation dudit groupement en un groupement solidaire est toutefois exigée dans les conditions définies au CCAP.

Le mandataire du groupement, désigné dans l'acte d'engagement parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de MERCATOR OCEAN et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat à la consultation. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que dans le cadre de la présente consultation, un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs candidatures et offres en qualité de membre d'un groupement et de candidat individuel.

La composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché auquel le groupement est candidat que dans les cas où le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à MERCATOR OCEAN l'autorisation de continuer à participer à la consultation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de MERCATOR OCEAN un ou plusieurs sous-traitants.

MERCATOR OCEAN se prononce sur cette demande après examen de la capacité financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

3.3. Modalités de présentation du pli

Le candidat pourra soumettre son offre par voie électronique ou par voie postale selon les modalités décrites à l'article 3.6. L'intégralité des pièces du dossier doit être remise sous le même format :

- Soit Electronique
- Soit Papier

Le dossier remis par le candidat prendra la forme d'un dossier identifié **Marché 36-GLO-HR-ASSIM Lot n°X.**

Le dossier comprend plusieurs parties : plusieurs sous-dossiers électroniques ou plusieurs enveloppes pour la version papier.

Pour être complet, le dossier du candidat devra obligatoirement comporter :

- Une partie administrative : « **partie n°1 candidature – Marché 36-GLO-HR-ASSIM Lot n°X**, et sur laquelle est porté le nom du candidat,
- Une partie par lot pour lequel une offre est soumise : « **partie n°2 offre – Marché 36-GLO-HR-ASSIM Lot n°X**, et sur laquelle est porté le nom du candidat,

3.4. Documents requis dans chaque sous-dossier

Le pli du soumissionnaire devra contenir les documents listés ci-après, sous format numérique ou papier en 1 exemplaire.

Dans le cas où le candidat choisit d'établir une version papier, ces documents seront aussi fournis sous support électronique (un support par enveloppe : clé USB ou CD Rom).

En cas de différence entre les données figurant sur le support électronique et celles figurant sur le support papier, celles figurant sur le support papier feront foi.

3.4.1. Sous-dossier « partie n°1 – Candidature » (1 exemplaire)

Le sous-dossier/enveloppe « partie n°1 – candidature » contient les éléments permettant de juger la recevabilité du candidat et d'apprécier ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Le dossier de candidature se compose des pièces suivantes :

3.4.1.1 Pièces à fournir par les candidats individuels

Situation propre aux opérateurs économiques

1. Une lettre de candidature datée et signée par une personne compétente à l'effet d'engager le candidat,

➤ indiquant :

- les : **nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat,**
- les **raison sociale, forme juridique et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce** ou le numéro SIREN du candidat, ou pour les entreprises étrangères son numéro d'immatriculation à un registre professionnel,
- ainsi que les : **nom, prénom et qualité du signataire** à laquelle sera annexé, pour chaque signature, **un document attestant que le signataire a qualité à l'effet de signer et d'engager le candidat.**

➤ Et incluant :

- une déclaration sur l'honneur, datée et signée par la personne ayant le pouvoir d'engager le candidat, certifiant que ce dernier :
 - n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense et de sécurité, n'entre dans aucun des cas d'interdiction prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,
 - est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

➤ à laquelle sera jointe :

- Les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le candidat. Ce sont les suivants :

Si le signataire est le représentant légal de l'opérateur économique :

- le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître son identité,

- ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité de représentant légal de la société du signataire,

Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'opérateur économique :

- un pouvoir en vigueur, attestant de la capacité du signataire à représenter l'opérateur économique auquel il sera joint le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître l'identité du signataire du pouvoir (mandant) ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité du mandant de la société du signataire,

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité** ;

Les candidats peuvent valablement utiliser le formulaire fourni au titre du dossier de consultation. Les rubriques considérées dudit formulaire devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-avant sollicitées soient bien fournies.

2. Déclaration des capacités des opérateurs économiques

- Capacités économiques et financières

- Une déclaration concernant **le chiffre d'affaires annuel global sur les trois derniers exercices disponibles** (2013-2014-2015) ; dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, et tout particulièrement lorsqu'il est de création récente, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Capacités techniques et professionnelles pour tous les opérateurs économiques

- Une déclaration indiquant **l'effectif moyen annuel et l'importance du personnel d'encadrement, du personnel R&D** pour les trois dernières années (2013 – 2014 - 2015);
- Une présentation d'une liste des **principales études et analyses**, en lien avec l'objet du marché, effectués au cours des 3 dernières années (2013-2014-2015), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Pour les renseignements permettant d'évaluer les capacités financières, professionnelles et techniques du candidat ci-dessus, les candidats peuvent valablement utiliser le formulaire fourni par ailleurs au titre du dossier de consultation.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

3.4.1.2 Pièces à fournir en cas de sous-traitant pour la réalisation des prestations de service

Si les candidats envisagent de recourir à la sous-traitance, doit être impérativement joint pour chacun des sous-traitants.

- Une déclaration de sous-traitance, datée et signée par les personnes compétentes pour engager le candidat donneur d'ordre et le sous-traitant. Elle mentionne :
 - la nature des prestations sous-traitées, sans aucune indication relative à leur montant;
 - un engagement écrit du ou des sous-traitants, ou le contrat de sous-traitance occulté de toute mention qui n'aurait pas à être transmise au stade des candidatures, notamment le prix ;
 - un document indiquant le nom, prénom et qualité de la personne compétente pour engager l'opérateur pour le compte duquel il agit, ainsi que la raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat ;
 - Une déclaration sur l'honneur du candidat, en application des articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015;
 - Et s'il y a lieu, si l'opérateur est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité.
- Une déclaration des capacités du sous-traitant datée et signée par les personnes compétentes pour engager le candidat donneur d'ordre et le sous-traitant. Elle mentionne :
 - Les pièces référencées aux points 2 de l'article 3.4.1.1 ci-dessus ;

3.4.1.3 Pièces à fournir par les cotraitants (membres du groupement)

En cas de groupement, doivent être impérativement joints :

1. Une lettre de candidature du cotraitant datée et signée par une personne compétente à pour effet d'engager le candidat,

- indiquant :
 - les : **nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat,**
 - les : **raison sociale, forme juridique et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce** ou le numéro SIREN du candidat, ou pour les entreprises étrangères son numéro d'immatriculation à un registre professionnel,
 - ainsi que les : **nom, prénom et qualité du signataire** à laquelle sera annexé, pour chaque signature, **un document attestant que le signataire a qualité à l'effet de signer et**

d'engager le candidat.

➤ Et incluant :

- un tableau des membres du groupement et les prestations exécutées
- si le cotraitant n'est pas mandataire l'habilitation du mandataire par le cotraitant
- si le cotraitant est le mandataire : l'acceptation du mandat reçu,
- l'identification bancaire du cotraitant
- une déclaration sur l'honneur, datée et signée par la personne ayant le pouvoir d'engager le candidat, certifiant que ce dernier :
 - n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense et de sécurité, n'entre dans aucun des cas d'interdiction prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,
 - est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

➤ à laquelle sera jointe :

- Un RIB/IBAN (SEPA)
- Les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le candidat. Ce sont les suivants :

Si le signataire est le représentant légal de l'opérateur économique :

- le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître son identité,
- ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité de représentant légal de la société du signataire,

Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'opérateur économique :

- un pouvoir en vigueur, attestant de la capacité du signataire à représenter l'opérateur économique auquel il sera joint le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître l'identité du signataire du pouvoir (mandant) ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité du mandant de la société du signataire,

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité** ;

2. Les pièces référencées au point 2 de l'article 3.4.1.1 ci-dessus.

Les candidats peuvent valablement utiliser le formulaire fourni au titre du dossier de consultation. Les rubriques considérées dudit formulaire devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-avant sollicitées soient bien fournies.

3.4.2. Sous-dossier « Partie n°2 »- Offre (1 exemplaire)

Le(s) sous-dossiers/enveloppes « partie n°2 – offre Lot XX » (1 par lot) contient les éléments permettant de juger l'offre technique du soumissionnaire et se compose des éléments suivants :

- **l'Acte d'engagement** établi en **deux originaux** datés et signés par une personne ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué, l'acte d'engagement est signé par le mandataire si celui-ci est habilité; l'acte d'engagement est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité.

- Un **Bordereau des prix**, établi conformément au document joint au dossier de la présente consultation, dûment complété, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet.

Les prix prennent la forme définie au Bordereau des prix et sont établis conformément aux dispositions du CCAP. L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au Bordereau de prix.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le Bordereau des prix est signé par le seul mandataire si celui-ci est habilité par les autres membres du groupement à signer l'offre du groupement ; le Bordereau des prix est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à signer l'offre du groupement.

Dans ce cas également, chaque membre du groupement fournit un bordereau de prix correspondant aux prestations qu'il exécute personnellement ou par l'intermédiaire d'un ou des sous-traitants.

- La **Proposition Technique** du candidat, présenté selon le guide de réponse technique.

3.5. Précisions

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que, dans tous les cas où il est exigé l'établissement d'une quelconque pièce constitutive du dossier de candidature ou du dossier d'offre conformément à un document joint au dossier de la présente consultation, ils ont toute possibilité soit de compléter directement les documents correspondant joints au dossier de consultation, soit d'établir leurs propres supports de réponse à la condition de fournir l'exhaustivité

des informations sollicitées.

3.6. Modalités de transmission du dossier

3.6.1. Transmission par voie électronique

Le dossier électronique doit parvenir **AVANT la date et l'heure limites fixées en première page, soit pour rappel le 14 octobre 2016 à 12h00 heures** (heure de PARIS), et devra être envoyé par mail à l'adresse: cmems@mercator-ocean.fr

Le fichier devra être sous format PDF (extension .pdf) ou sous format Word (extensions .doc ou .docx). Le fichier ne devra pas excéder 4 Mo.

Mercator Océan s'engage à accuser réception par mail de la date et de l'heure de la réception. Cet accusé de réception ne fera pas foi de la conformité du contenu du dossier.

3.6.2 Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Le dossier en version papier du candidat doit parvenir **AVANT la date et l'heure limites fixées en première page, soit pour rappel le 14 octobre 2016 à 12h00 heures** (heure de PARIS), et devra

- soit remis en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09h00 à 17h00 à l'accueil de la société **MERCATOR OCEAN**,
- soit adressé par courrier postal à la **société MERCATOR OCEAN** en recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de sa réception), à l'adresse suivante :

MERCATOR OCEAN

Bâtiment C

10 Rue Hermès,

Parc Technologique du Canal

31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE

France

Les dossiers parvenant **APRES** la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Chaque candidat est responsable du délai d'acheminement des plis, par voie postale ou par coursier.

3.7 Demandes de renseignements complémentaires

Les éventuelles demandes de renseignements complémentaires formulées par les soumissionnaires devront être transmises obligatoirement par écrit avant le 7 octobre 2016 12 :00h (heure de Paris) à défaut, il n'y serait pas répondu. Il appartient au candidat de transmettre dans un délai adapté à la complexité de sa demande, toutes questions qu'il juge utiles et nécessaires pour la constitution de son offre.

Elles doivent être adressées obligatoirement et exclusivement à la société MERCATOR OCEAN par courrier à l'adresse suivante : 10 Rue Hermès, 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE – France ou par courriel à l'adresse suivante CMEMStenders@mercator-ocean.fr.

MERCATOR OCEAN s'engage à accuser réception de chacune des demandes formulées dans un délai de deux jours ouvrés.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires seront envoyées soit par courrier ou courriel, à l'ensemble des candidats sauf éléments confidentiels propres aux soumissionnaires, au moins six jours avant la date limite de réception des offres.

MODALITES D'EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.8 Critères de sélection des candidatures

L'examen des candidatures porte sur les pièces exigées à l'article 3.4.1 au titre de :

- leur recevabilité, en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,
- la capacité professionnelle, technique, et financière du candidat telle que mentionnée à l'article 3.4.1 du présent règlement de consultation.

Ne sont pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou qui ne présentent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, la capacité à exécuter les marchés est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement.

Si la société MERCATOR OCEAN constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à **dix jours calendaires**. Les candidats dont le dossier est complet en sont informés également et peuvent alors apporter des précisions à leur dossier s'ils le souhaitent, dans le même délai.

En application de l'article 53 du décret n°2016- 360 du 25 mars 2016, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements exigés au stade de la candidature que MERCATOR OCEAN peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, s'ils fournissent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et que l'accès est gratuit.

3.9 Critères de sélection des offres

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des dispositions de l'article 59 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sont rejetées.

La non-signature de l'acte d'engagement entraînera le rejet de son offre.

Sous cette réserve, le marché sera attribué aux candidats ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée comme telle sur la base des critères d'attribution pondérés ci-après mentionnés :

Critères d'attribution	Pondération
Prix	20
Excellence scientifique de l'offre, pertinence vis à vis des exigences scientifiques et techniques de l'appel d'offres	30
Impact potentiel des développements proposés sur le système d'analyse et de prévision de la composante GLO-HR	30
Expérience qualification de l'équipe dédiée à la réalisation du marché	20

3.10 Attribution du marché

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution, toutefois le candidat peut les fournir s'il le souhaite dès le stade de la candidature

En application des dispositions de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et préalablement à toute notification, le candidat auquel MERCATOR OCEAN envisage d'attribuer un marché est tenu de produire les pièces suivantes:

➤ Pour le candidat individuel ou membre d'un groupement établi en France

- Un extrait de casier judiciaire
- Un certificat délivré par les administrations et organismes compétents (un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents)
- la copie des pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail,
- un extrait de Kbis ou D1, ou, à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente d'un pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion.

➤ Pour le candidat individuel ou membre d'un groupement établi ou domicilié à l'Etranger

- Un extrait de registre pertinent, ou à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente attestant d'absence de sanctions telles que décrites aux points 1 et 4 a et c de l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015
(<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030920376&fastPos=1&fastReqId=708576946&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>)
- Lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail).
- en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

OU

- pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

OU

- tout document équivalent

OU

- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents une déclaration sous serment, ou dans les pays où cette procédure n'existe pas, une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Après signature du contrat par la personne habilitée du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié au titulaire. La notification consiste en l'envoi par mail de l'acte d'engagement. La date de notification est celle écrite sur l'acte d'engagement pour les marchés à date fixe et de la date d'envoi du mail pour les marchés débutant à la date de notification.

4 CONFIDENTIALITE

4.1 Confidentialité du candidat

Les informations, mises à la disposition des candidats, par MERCATOR OCEAN, au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers sans préjudice du droit au recours effectif des candidats et de la production en justice des dites informations, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

4.2 Confidentialité de MERCATOR OCEAN

Le caractère confidentiel des informations transmises à MERCATOR OCEAN par les candidats au présent appel d'offres, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera strictement préservé.

Seules les personnes de MERCATOR OCEAN habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure de marché public en cours en auront connaissance. MERCATOR OCEAN s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse de la candidature et de l'offre soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sauf pour satisfaire l'obligation d'information posée par l'article 99-II du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Il est toutefois précisé que, en ce qui concerne le marché public qui sera signé, celui-ci et les pièces s'y rapportant deviendront des documents administratifs communicables sur le fondement de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, le droit de communication des tiers s'exerçant cependant dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale conformément à l'article 6-II de celle loi.

5 VOIES DE RECOURS

5.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal de Grande Instance de Bordeaux
30, rue des Frères Bonie
33077 Bordeaux Cedex
Téléphone: 05.47.33.90.00

5.2 Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours:

1. Référé précontractuel prévu aux articles 808 et suivants du Code de Procédure Civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat (des articles 2 et de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique),
2. Référé contractuel en application des articles 1441-1 à 1441-3 du Code de Procédure Civile pouvant être exercé dans les délais indiqués à l'article L 1441-3 du Code de Procédure Civile (articles 11 à 20 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique),

3. Recours en annulation du contrat en application de l'arrêt du Conseil d'État en date du 16 juillet 2007 « Société Tropic Signalisation », dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées de la décision d'attribuer le marché.

Annexe I synthèse des documents

Candidat se présentant seul :

Partie n°1 (sous-dossier ou enveloppe) - candidature:

- Lettre de candidature du candidat individuel
- Déclaration des capacités du candidat

Si le candidat a des sous-traitants

- Déclaration de sous-traitance
- Déclaration des capacités du sous-traitant

Partie n°2 (sous-dossier ou enveloppe) – Offre lot n°XX

- Acte d'engagement (2 exemplaires originaux)
- Bordereau de prix
- Proposition Technique

Candidats présentant une offre groupée :

Partie n°1 (sous-dossier ou enveloppe) - candidature

Pour chaque candidat :

- Lettre de candidature du cotraitant (membre d'un groupement)
- Déclaration des capacités du candidat

Si le candidat a des sous-traitants

- Déclaration de sous-traitance
- Déclaration des capacités du sous-traitant

Partie n°2 (sous-dossier ou enveloppe) – Offre lot n°XX

Un seul par offre :

- Acte d'engagement (2 exemplaires originaux) si le mandataire est habilité à signer l'acte d'engagement
- Bordereau de prix global
- Proposition Technique

Pour chaque candidat :

- Acte d'engagement si le mandataire n'est pas habilité à signer l'acte d'engagement par ses cotraitants
- Facultatif : un bordereau de prix par candidat (peut être fourni ultérieurement).